

Crédit aux SNF – France • Mars 2020

Les SNF sollicitent fortement les financements bancaires en mars

- En mars, le flux de crédits accordés aux SNF atteint + 34,2 GEUR dont + 27,1 GEUR pour les seuls crédits de trésorerie.
- La croissance des crédits de trésorerie aux SNF accélère donc vivement en mars (+ 10,2 %, après + 0,1 % en février).
- Les crédits à l'investissement augmentent (+ 6,3 %, après + 6,1 % en février), portés par les crédits à l'équipement (+ 7,7 %, après + 7,2 % en février) dont le flux atteint 6,2 GEUR.
- Au total, le taux de croissance annuel du crédit aux SNF s'établit en mars à + 7,5 %, après + 5,1 % en février.

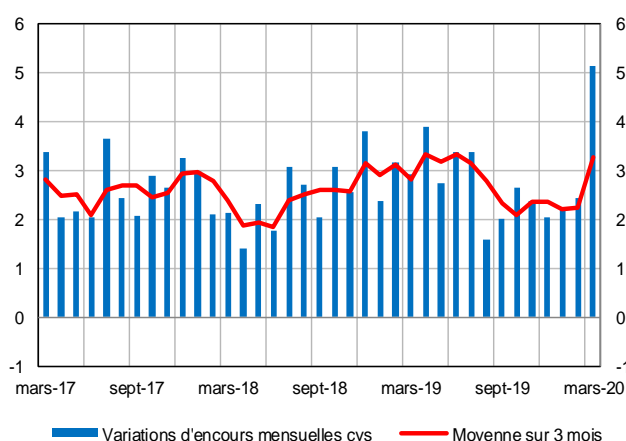
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		mars-20	jan-20	fevr-20
Total	1 101	5,4	5,1	7,5
Investissement	775	6,4	6,1	6,3
<i>Équipement</i>	474	7,4	7,2	7,7
<i>Immobilier</i>	301	4,8	4,5	4,3
Trésorerie	264	0,7	0,1	10,2
Autres	61	12,0	12,1	11,2

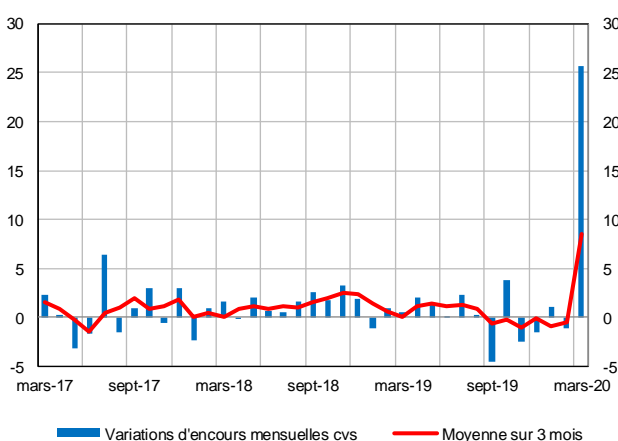
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevaletur euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

